

Parachutistes et 5e colonne : en mai-juin 1940

Autor(en): **Bauer, E.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **103 (1958)**

Heft 8

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-342892>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Parachutistes et 5^e colonne

en mai - juin 1940

Les ouvrages de MM. J. Vidalenc et Peter Fleming, consacrés, l'un à l'exode de juin 1940¹ et l'autre à l'organisation de la résistance en Angleterre durant le 2^e semestre de la même année², nous ramènent par la pensée à cette période fiévreuse, où nous attendions de jour en jour une invasion allemande, vraisemblablement précédée par une opération aéroportée. A ces deux livres bien informés, nous joindrons l'excellent article que le commandant G. Hautecler, du Service Historiques des Forces Armées belges, consacrait l'an dernier à cette psychose collective qu'il dénomme plaisamment la « parachutite »³ et qui ne laissa pas, au moment de l'agression du 10 mai 1940, de provoquer certains désordres au sein des divisions du roi Léopold.

Au lendemain des tragiques événements de mai-juin 1940, nombreux parmi les vaincus de cette première passe d'armes, attribuaient leur défaite à l'action de l'espionnage ennemi, à celle de la 5^e colonne ou de saboteurs infiltrés sans uniforme dans les rangs de la défense. C'est ainsi que parmi les internés français du 45^e C.A.F., s'étaient accrédités toutes sortes de bruits fantastiques. Ici, l'on avait constaté que les cartouches de fusil avaient été chargées avec de la sciure de bois ; là, que des agents allemands déguisés en officiers d'état-major parcouraient les positions, en donnant de faux ordres de retraite ou de destruction ; ailleurs encore, que l'artillerie, à peine installée, était immédiatement signalée aux *Stukas* du maréchal Goering, par des fusées ou des lumières. Autant de balivernes qui n'ont jamais reçu le moindre commencement de confirmation. Particulièrement — mais est-il besoin de l'écrire ? — les munitions françaises de petit calibre que nous avons essayées

¹ Les notes de pied 1 à 7 se trouvent à la page 398.

en Suisse à cette époque ont toujours fonctionné de la manière la plus normale.

Assurément, on ne saurait nier que dans un certain nombre de cas précis, l'envahisseur n'ait recouru à des stratagèmes contraires au droit international, pour s'assurer dès l'aube du jour J d'objectifs particulièrement importants. C'est ainsi que le 10 mai 1940, le pont de Genépp qui enjambe la Meuse à 6 kilomètres de la frontière germano-néerlandaise, fut surpris et capturé intact par un détachement de la « division *Brandebourg* »⁴, composé de faux soldats hollandais poussant devant eux une poignée de faux déserteurs allemands, apparemment désarmés. Mais ce cas, néanmoins, ne s'est pas reproduit très souvent jusqu'à l'offensive des Ardennes (16. 12. 44), à l'occasion de laquelle des groupes de la même unité de sabotage tentèrent, avec peu de succès, du reste, de s'infiltrer dans les lignes adverses, sous l'uniforme américain.

Ailleurs, les Allemands firent usage de ruses que l'on doit considérer comme licites. Ils parachutèrent, par exemple, comme le firent les Anglo-Américains en Normandie, des mannequins autour de la tête de pont conquise sur la rive occidentale du Canal Albert, en larguant par la même occasion des pétards qui, parvenus au sol, simulaient à s'y méprendre le bruit d'une rafale de mitraillette. Ces « bruiteurs à déclenchement automatique », selon leur dénomination officielle dans la *Wehrmacht*, contribuèrent, à l'aube fatale, à répandre le désarroi ; le commandant Hautecler, dans l'article précité en soupçonnait l'existence ; elle nous est authentiquement attestée dans l'ouvrage que le général de l'infanterie Walther Melzer consacrait l'an dernier à l'affaire d'Eben-Emael⁵.

Jusqu'au moment où la manœuvre allemande se dessina clairement en direction de Boulogne et de Calais, nos postes d'observation entre Bâle et Constance recueillaient jour après jour des indices inquiétants sur la rive droite du Rhin : patrouilles d'officiers braquant leurs jumelles et déployant des cartes, pionniers sondant le Rhin du bord de canots pneumatiques, installation discrète de canons antichars en face de

nos ouvrages fortifiés, bruits nocturnes de moteurs, de chenilles et de chutes d'arbres dans les forêts d'en face ... Nous savons aujourd'hui qu'en tout cela, il ne s'agissait que d'une manœuvre destinée à jeter la panique parmi nous ; à cet effet, un major orchestrait, selon un plan convenu d'avance, l'activité significative d'une petite poignée de chars, d'antichars et de sapeurs.

Peut-être n'était-ce pas très aimable de la part de l'O.K.H. d'augmenter de la sorte la tension qui régnait parmi les autorités politiques et militaires d'un petit Etat neutre, mais, comme on pense, il avait le plus grand intérêt, au moment où les *Panzer* abordaient la Meuse à retenir le plus longtemps possible, au moyen de ces démonstrations, les 11 grandes unités que les généraux Georges et Gamelin avaient réservées au « Cas suisse » en Alsace, en Franche-Comté et sur le plateau de Langres.

Cette manœuvre d'intoxication réussit dans une large mesure puisque dans la soirée du 14 mai 1940, au G.Q.G. de Vincennes, on s'attendait à voir les 20 à 25 divisions qu'on croyait avoir dénombrées dans la Forêt-Noire, foncer sur la Suisse à l'aube du lendemain, et, de fait, le jour venu, une avant-garde de la 27^e D.I.A., stationnée en Haute-Alsace, se présentait à notre frontière dans la région de Kleinfützel, annonçant à nos postes que Bâle et ses ponts étaient tombés entre les mains de l'ennemi, et réclamant, en conséquence, l'ouverture de notre territoire. Avec le tact et le sang-froid qui le caractérisaient, le colonel Claude Du Pasquier, alors commandant de la Brigade-frontière, 3, liquida sans bruit ce petit incident, mais il n'en fallut pas moins attendre le 18 mai, pour voir cette superbe division alpine quitter nos confins à destination de Château-Thierry et du Chemin des Dames.

A l'aube du 14 août 1940, nous rapporte M. Peter Fleming dans l'ouvrage précité, des patrouilles découvrirent en divers points des Midlands d'Angleterre et des Lowlands d'Ecosse, toute une série d'objets largués, la nuit précédente, par des avions de la *Lufwaffe* : parachutes, émetteurs de radio, charges

explosives, paquets de cartes, instructions, listes d'adresses, etc. Cette opération qui fut répétée la nuit suivante par ordre de Goering et d'Hitler, avait pour objet d'engager le Haut-Commandement britannique à étaler ses forces sur la côte orientale de l'Angleterre, alors que l'*Opération « Seelowe »* ne prévoyait aucun débarquement au Nord de la Tamise, mais elle avait aussi pour but d'inoculer une bonne dose d'« espionnite » dans les veines des gouvernants et des chefs militaires anglais, en leur faisant accroire qu'une nombreuse et virulente 5^e Colonne, d'ores et déjà alertée, attendait le signal d'entrer en action dans le secteur déterminé. Cette manœuvre n'eut pas le succès qu'en attendaient ses promoteurs.

En Normandie, durant la période de stabilisation, les Américains utilisèrent de faux *Sherman* en caoutchouc que l'on camouflait avec quelque négligence pour mieux tromper l'ennemi ; de nuit, parallèlement, des haut-parleurs apportés en première ligne reproduisaient des bruits de chenilles se rapprochant insensiblement du front. Nous ignorons l'influence que ces ruses purent obtenir sur les dispositions de l'adversaire. En revanche, les émissions de radio qui semblaient émaner de nombreuses divisions stationnées dans le Kent et le Sussex incitèrent Hitler jusqu'à l'heure décisive de la percée d'Avranches, à ne pas affaiblir les défenses du Pas-de-Calais. Mais on remarquera qu'il fut le seul à succomber à cette manœuvre d'intoxication.

* * *

Pour en revenir à l'action de la 5^e Colonne dans les rangs de la troupe au combat, M. Jean Vidalenc dans son ouvrage sur l'Exode de mai-juin 1940, lui consacre un chapitre d'une vingtaine de pages, et nous en fournit une quarantaine d'exemples, tirés de divers auteurs. Or, force nous est bien de constater que la plupart d'entre eux n'emportent la conviction ni de l'officier de renseignements que nous avons été de longues années durant, ni de l'historien que nous nous efforçons d'être.

Tout d'abord, certains témoins sont à écarter de la barre pour le simple fait qu'ils n'ont pas vu les faits qu'ils rapportent, tel Victor Vinde⁶ dont l'ouvrage fourmille d'erreurs du point de vue militaire, ou encore ce réfugié catalan qui, vivant dans le Midi en mai-juin 1940, nous assure que « le départ des populations et l'encombrement dans la circulation des routes ont été minutieusement étudiés par l'état-major allemand en vue d'arrêter ou de rendre plus difficiles les mouvements de l'armée française ».

D'autres témoignages méritent d'être révoqués en doute, en raison des difficultés techniques qu'ils soulèvent : ainsi un officier de réserve, stagiaire au centre d'état-major de Compiègne, observait le 16 mai au matin « sur les trottoirs de la rue principale une traînée fluorescente qui résistait aux tentatives pour l'effacer. » Il est difficile de croire avec l'auteur qu'« un tel jalonnement pouvait aussi bien permettre l'acheminement de colonnes blindées que faciliter un repérage ou un bombardement aérien ». Certes, il nous concède qu'il ne s'agissait pas de guider les *Panzer*, dont la gauche progressa sur l'axe Saint-Quentin-Péronne-Abbeville, au lieu de bourrer sur Paris, mais on a peine à croire qu'un agent de la 5^e colonne se soit livré à cette activité « pour entretenir une psychose d'espionnage justifiée et, accessoirement, pour induire en erreur le commandement français sur les intentions de l'ennemi. » Nous avons éprouver le même scepticisme quant aux signaux envoyés à la *Luftwaffe* par de mystérieux civils dans la région d'Hénin-Liétard, de même qu'aux fusées blanches qui « jaillissaient de droite et de gauche dans les champs, comme en Belgique ».

De deux ou trois citations que nous présente M. Pierre Vidalenc, on pourrait déduire qu'au cours de la bataille du Nord, les Allemands ont dû user à plus d'une reprise de leurs « bruiteurs à déclenchement automatique ». A maintes reprises, en effet, les combattants français qui ont pris la plume, signalent les coups de feu qu'ils ont essuyés en Belgique ; or ces rafales, ordinairement, ne faisaient ni tués ni blessés, et les

patrouilles qui fouillaient les maisons suspectes revenaient toujours les mains vides. En revanche, nous ne concluons rien de l'exemple de ces sapeurs qui, minant le pont de Lamotte, enterraient leurs conducteurs de peur que la 5^e colonne ne vînt les couper ; il prouve que ces sapeurs croyaient à son existence, mais ne démontre pas son action dans ce cas particulier. Au reste qui ne songerait que s'allongeant à la surface du sol, les mèches d'inflammation couraient le même risque d'être tronçonnées par le moindre tir d'artillerie ennemi, qu'un simple fil téléphonique ?

Le 8 mai 1945, la capitulation sans condition et l'occupation totale du Troisième Reich ont mis les vainqueurs de l'Allemagne en possession de ses archives militaires. Assurément, dans les derniers jours de la guerre, avait-il été procédé de la part des vaincus à un certain nombre de destructions, mais beaucoup moins qu'on ne pense. Or, de la documentation conservée, il ne résulte nullement que les Hitler, les Himmler et les Canaris aient disposé d'un réseau d'espions, de traîtres et de saboteurs « dont le développement avait atteint des proportions inouïes », comme le croit Victor Vinde, ni que le Service secret allemand ait été le vrai vainqueur de la campagne de mai-juin 1940, ainsi que l'affirmait le général Faber du Faur dans son ouvrage intitulé *Macht und Ohnmacht*.⁷ »

En ce qui concerne les opérations de l'armée française en 1939 et 1940, la 5^e colonne prend donc toute l'apparence d'une pure et simple psychose collective qui est demeurée sans effet grave sur les unités bien instruites et bien commandées, mais qui a servi d'excuse aux fuyards dans les troupes faiblement encadrées et mal confirmées des réserves. Au surplus, il faut faire entrer en ligne de compte les effets de la propagande défaitiste à laquelle, tout le long de la drôle de guerre, se livra le parti communiste français dans les rangs des combattants, pour favoriser les alliés de l'Union soviétique. C'est un aspect du problème qu'effleure à peine M. Pierre Vidalenc, dans son gros ouvrage de 440 pages, et que, de notre avis, il aurait dû traiter à fond. Au moment de la catastrophe, les « colla-

bos », pour les appeler par leur nom, n'étaient ni si nombreux, ni si bien placés qu'ils aient pu exercer une influence appréciable sur le déroulement de la campagne.

M. Peter Fleming porte le même jugement sur l'activité du major Quisling et de ses partisans à la date du 9 avril 1940. Les rapides succès de l'armée allemande en Norvège s'expliquent beaucoup moins par l'œuvre de la trahison, que par l'impréparation des forces armées norvégiennes et par la coupable incapacité du gouvernement d'Oslo. Selon l'auteur, c'est seulement après la défaite et l'occupation totale du pays, que les collaborateurs commencèrent à affluer dans les anti-chambres des Falkenhorst et des Terboven. On conçoit, toutefois, l'intérêt qu'avaient les ministres du roi Haakon VII et la majorité socialiste qui les avait soutenus, à faire endosser à la conspiration, la responsabilité totale et exclusive de cette défaite sans précédent. La même chose se passa en France, au lendemain de la Libération.

* * *

L'existence de troupes aéroportées dans l'ordre de bataille de la *Wehrmacht* était bien connue des états-majors alliés et neutres, à l'époque de la drôle de guerre. Aussi bien, en date du 26 mars 1940, le Haut-Commandement de l'armée belge, toujours soucieux de prévenir la surprise des ponts du Canal Albert, fit-il diffuser dans la troupe une instruction qui décrivait leurs procédés de combat et définissait la tactique à utiliser contre elles. On fit de même chez nous quelques jours plus tard, et il n'y a rien à dire contre cette mesure de précaution dont les événements de Norvège semblaient confirmer le bien-fondé.

Le 10 mai 1940, l'arme de la surprise fut, non pas le parachute, comme on s'y attendait en Belgique, mais le planeur qui permit la saisie des ponts de Vroenhoven et de Veldwezelt,

ainsi que la neutralisation du grand ouvrage fortifié d'Eben-Emaël. Sur quelque 400 hommes qui prirent terre ce jour-là entre 4 heures 25 et 5 heures 10, seuls 73 sautèrent du haut du ciel sur les objectifs qui leur étaient assignés. Par ailleurs, 300 fantassins allemands furent déposés par *Fieseler Storch*, derrière le front du 1^{er} chasseurs ardennais, aux environs des villages de Nives, de Witry et de l'Église. Quant aux mannequins, les documents belges analysés par le commandant Hautecler, signalent qu'on en retrouva dans les régions de Tongres, de Hasselt, de Baraque-Fraiture (Ardennes), de Namur et de Vervins (France). Le même jour, la population belge était alertée par la voie de l'affiche, de la presse et de la radio contre les entreprises des parachutistes qui, pour accomplir leurs missions de sabotage, n'hésiteraient pas à se mettre en civil ou à revêtir les uniformes de l'armée, de la gendarmerie, des gardes forestiers, des chemins de fer, des P.T.T.

Il s'ensuivit que du 10 au 14 mai, on vit et signala partout des parachutistes descendant derrière les lignes et guidés dans leur descente par des émissions de lueurs blanches, bleues ou vertes ; parvenus à terre, ils n'avaient qu'à gratter la peinture des panneaux de publicité posés le long des routes par la fabrique de chicorée « Pacha », pour trouver leurs ordres de mission. Aussi bien, dans toute l'armée, sur rapport du 5^e C.A., fut-il ordonné de démolir les dites plaques, personne ne se souvenant que fin août 1914, le même bobard concernant « Maggi-Kub », avait fait le tour de l'armée française ; il s'agissait, en l'espèce, de jalonner les itinéraires de l'invasion allemande...

Comme il avait été ordonné aux possesseurs de fusils de chasse de déposer ceux-ci à la mairie, il en résulta qu'un certain nombre d'entre eux se firent appréhender par la troupe, alors qu'ils s'empressaient d'exécuter cet ordre. On croyait reconnaître en eux ces parachutistes en civil dont les méfaits avaient été annoncés par la presse, par la radio et même par les bulletins de renseignements de certaines grandes unités. Le retour des officiers en congé à leur troupe n'alla pas toujours sans encombre, témoin le cas de ce lieutenant de gendarmerie qui,

rejoignant la prévôté de la 6^e D.I., dut être arraché, *manu militari*, avec ses hommes, à la fureur du 1^{er} grenadiers. N'avait-on pas annoncé à la troupe que la 5^e colonne affectionnait la tenue de la maréchaussée ?

Les mouvements nocturnes des troupes belges retraitant de la position du Canal Albert et ceux des armées alliées accourant à leur rescousse sur la ligne de la Dyle furent troublés à maintes reprises par ces vaines alarmes, d'autant plus que, selon une remarque du général Janssen, commandant la 6^e D.I., les troupes avaient installé pour guetter les parachutistes, « une débauche de postes de toute espèce ayant des consignes telles qu'elles constituaient un véritable sabotage de l'exécution normale du service ». Juste réaction du commandement à n'en pas douter, mais il y a lieu de remarquer cependant que les petites unités voyaient des francs-tireurs descendus du haut du ciel ou des saboteurs infiltrés derrière leurs lignes, partout où les bulletins de renseignements de l'échelon supérieur les leur avaient signalés. D'où l'on peut valablement conclure que l'homme dans le rang ne se serait pas mis à tirer des coups de feu aux « fusées », si l'on avait fait preuve de plus de sang-froid et de sens critique dans certains états-majors supérieurs.

Un seul exemple suffira à justifier ce que nous venons d'avancer. Dans la nuit du 13 au 14 mai, la 2^e division de chasseurs ardennais, ses missions de destruction accomplies, avait à traverser la place de Namur, pour rejoindre le gros de l'armée belge qui s'appêtait, toutes forces réunies, à accepter la bataille sur le front Louvain-Anvers. Or, à 20 heures 50, cette grande unité communiquait aux troupes subordonnées la mise en garde suivante : « La plus grande vigilance doit être exigée pendant la nuit et surtout à l'aube. De nombreux parachutistes ont été débarqués un peu partout à l'intérieur de la position fortifiée de Namur. Prendre de grandes précautions surtout sur les arrières. »

Faut-il s'étonner que face à la situation périlleuse qu'on lui signalait de haut lieu, le 1^{er} bataillon du 4^e régiment de

chasseurs ardennais, dirigé sur la Citadelle, ait pris son dispositif de sûreté en marche, et que ses hommes aient eu la détente un peu facile ? Or le commandant de la place de Namur avait, de son côté, fait sortir des patrouilles pour traquer les parachutistes que, dès 12 heures 20, le fort de Marchovelette avait observés en train de descendre dans les bois du voisinage. Des coups de feu retentissant un peu partout dans le noir, le commandant du bataillon précité, après avoir changé d'itinéraire, décida de suspendre sa marche jusqu'à l'aube, plutôt que de s'aventurer plus profondément dans ce coupe-gorge.

Au bilan de cette nuit absurde, on constate que ce bataillon-cycliste avait mis huit heures pour couvrir une étape de 12 kilomètres, que les pertes qu'il avait subies du fait de ces tiraileries sans objet, avaient affecté son moral, qu'en fait de parachutistes, il avait tué ou blessé trois hommes du 13^e R.I., un homme du régiment de forteresse de Namur, ainsi qu'un isolé de la position fortifiée de Liège. Dans le même secteur, la prise de contact entre les troupes belges et les divisions françaises montant au front fut également troublée par des incidents de ce genre. A Bruxelles, le même jour, une malencontreuse émission de la radiodiffusion, signalant les attaques à main armée dont la police avait été l'objet de la part d'agents ennemis « habillés en uniformes brun-clair avec boutons à croix gammée et les initiales D.A.P. », provoqua dans les rues de la capitale, dans les maisons et jusque sur les toits de véritables chasses à l'homme qui firent d'innocentes victimes dans la population civile. Mais encore sur la foi de quelles informations contrôlées, le gouvernement belge s'était-il autorisé à proclamer que les parachutistes allemands se déguisaient « en travailleurs, prêtres et soldats » et que des femmes les accompagnaient dans leurs entreprises d'espionnage et de sabotage ?

Le 14 mai, un incident qui aurait pu avoir des conséquences tragiques, mit fin, comme par miracle, aux prétendus exploits de la 5^e colonne aéroportée ou infiltrée. En dépit de leurs

uniformes, le général Graff, commandant l'infanterie de la 6^e D.I., et son chauffeur, de passage à Lierre, se virent environnés par une foule hurlante, à laquelle se mêlaient des sapeurs du 22^e bataillon de génie belge et des soldats de la 7^e armée française, arrachés de leur voiture et sauvagement roués de coups. C'en était trop, décidément. Aussi bien, tant à la 6^e D.I. qu'au 2^e C.A. qui coiffait cette grande unité, et qu'à l'état-major de l'armée, dans un délai de 24 heures, des notes de ton énergique et empreintes de bon sens, barrèrent la route à la panique. Dès lors, les lueurs s'éteignirent dans le délai de quelques jours, les fusées vertes cessèrent de rayer le ciel des Flandres, et nul ne signala plus les corolles des parachutes disparaissant derrière les lisières de forêt... Le 20 mai, dans l'ensemble, l'armée belge s'était ressaisie et allait aborder avec discipline, sang-froid et mordant la suprême épreuve de la Lys, contre-attaquant l'ennemi, sous l'impulsion de son commandant en chef, le roi Léopold III, jusqu'à la consommation totale de ses moyens de combat...

Si ces lignes qui condensent la documentation réunie par le commandant Hautecler, avec la conscience de l'historien, devaient tomber sous les yeux d'un combattant belge de 1940, nous espérons fermement qu'il ne nous prêterait aucune mauvaise intention. Ce que nous avons voulu démontrer, preuves à l'appui, ce sont les ravages étonnamment rapides qu'une psychose provoquée par l'utilisation d'un moyen imprévu ou d'effet mal connu, peut exercer dans les rangs d'une armée ; ce sont aussi les délicats problèmes qui se posent à l'examen du Commandement dès qu'il s'agit du moral de la troupe. A ne pas l'alerter contre l'action d'une éventuelle 5^e colonne parachutée ou non, le G.Q.G. belge risquait de la trouver moins vigilante le jour J, heure H ; à la mettre en garde, comme il le fit le 26 mars 1940, il lui imposait une tension morale et nerveuse dont on a vu les conséquences quatre jours durant.

En fait, aucun parachutiste allemand n'ayant été largué après le 10 mai 1940 sur territoire belge; peut-être pourrait-on

reprocher au 2^e bureau du roi Léopold, d'être intervenu avec quelque retard dans ce va-et-vient de fausses nouvelles répercutées dans les deux directions de la hiérarchie. On admettra à sa décharge que les opérations du front et les mouvements de l'armée en direction de la position de la Dyle accaparèrent, comme il se devait, la plupart de son attention. Effectivement la vigoureuse et fructueuse intervention de l'état-major de l'armée contre la « parachutite » se plaça, comme nous l'avons vu, le 15 mai 1940, qui fut en ce qui concerne les Belges, un jour relativement creux, tout l'effort allemand s'étant condensé sur la Meuse, entre Namur et Sedan.

A notre sens, cette série d'incidents démontre le grand intérêt des 5^{es} bureaux d'« action psychologique » que, pour d'autres raisons d'ailleurs, l'armée française vient d'instituer à tous les échelons de ses états-majors, et dont les stupéfiants événements d'Algérie de ces derniers temps viennent de démontrer l'efficacité. Pareils organes auraient pu intervenir dans le cadre de leur mission dès l'origine de la crise. Mieux encore, comme prévenir vaut mieux que guérir, ils auraient pu signaler au Haut-Commandement les conséquences psychologiques que comporterait vraisemblablement dans la troupe, son instruction du 26 mars sur les parachutistes, voire collaborer dans ce sens à sa rédaction.

(A suivre)

Major Ed. BAUER

¹ VIDALENC, Jean : *L'exode de mai-juin 1940* ; Presses universitaires de France, Paris 1957.

² FLEMING, Peter : *L'Angleterre face à l'invasion 1940* ; traduction de R. Jouan ; Presses de la Cité, Paris, 1957.

³ Revue militaire belge *L'Armée, la Nation*, 12^e année, n^o 7, juillet 1957, pp. 19-26.

⁴ Unité de spécialistes instruits au sabotage.

⁵ Ce sont les *Knallkörper mit automatischer Auslösung*, mentionnés par l'auteur dans son ouvrage *Albert Kanal, Eben-Emael*, 13^e volume de la collection *Die Wehrmacht im Kampf* ; Kurt Vowinkel Verlag, Heidelberg, 1957.

⁶ Correspondant parisien d'un journal suédois en 1940, son témoignage n'est que de seconde main.

⁷ L'écoute-radio, partout où les troupes n'étaient pas au contact, semble avoir été la principale source de renseignements utilisée par les Allemands.